

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 DÉCEMBRE 1908.

Proposition de loi facilitant le mariage in extremis et complétant l'article 7 de la loi du 26 décembre 1891 (modifications à quelques dispositions relatives au mariage).

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

D'après l'article 16, § 2, de la Constitution belge, « le mariage civil devra toujours précéder la bénédiction nuptiale, *sauf les exceptions à établir par la loi s'il y a lieu* », et l'article 267 du Code pénal « punit d'une amende de 50 à 500 francs tout ministre d'un culte qui procédera à la bénédiction nuptiale avant la célébration du mariage civil ».

Croyant le moment venu de compléter le texte constitutionnel, l'honorable M. Woeste nous a soumis une proposition de loi portant que l'article 267 du Code pénal *ne sera pas applicable lorsque la personne requérant le mariage était en danger de mort et que tout retard apporté à la bénédiction nuptiale eût pu avoir pour effet de rendre le mariage religieux impossible*.

A première, vue cette disposition paraît anodine, inoffensive.

La section centrale, composée en majeure partie de membres favorables à la proposition, en a approuvé le texte, mais elle a cru devoir y apporter un tempérament que son rapporteur, l'honorable M. Mabilie, justifie par de très sérieuses raisons : *l'obligation pour le ministre du culte d'informer dans les quarante-huit heures l'officier de l'État civil et le procureur du roi*.

Je reconnais volontiers que la lecture du rapport de M. Mabilie m'a inspiré une pensée de large tolérance en faveur de la suppression de la pénalité dans le cas exceptionnel qui nous occupe, et j'ai retrouvé la fidèle expression de cette pensée dans la première partie du discours de l'honorable M. Destree (*Annales parlementaires*, p. 131).

» En tant que législateurs, nous ne pouvons nous occuper que du mariage civil, le seul qui soit valable au regard de la société, le seul qui puisse avoir des conséquences civiles.

» Toutes les autres formes d'unions, qu'elles soient dictées par des croyances religieuses ou des opinions philosophiques, sont également inexistantes pour le législateur. Toutes peuvent, selon les cas, s'inspirer des calculs les plus bas ou de la moralité la plus haute.

» Le vieux Reclus, mariant patriarcalement ses filles, est aussi auguste que n'importe quel prêtre à l'autel !

» Si cette vérité de notre droit public était connue de tous les citoyens, si l'on ne pouvait plus profiter de l'erreur et de la crédulité pour faire des victimes, nous ne verrions même aucun inconvénient à aller plus loin que M. Woeste et à proposer l'abrogation totale de l'article du Code pénal qui nous occupe. »

Cette manière de voir de l'honorable M. Destrée, parlant au nom de l'extrême gauche, je ne puis que l'approuver, mais je reste aussi d'accord avec lui lorsqu'il ajoute aussitôt :

« Mais cette suprématie sercine de la loi ne peut encore être consacrée. L'article constitutionnel et sa sanction pénale sont encore nécessaires pour éviter qu'on n'abuse de l'ignorance de certains pour leur présenter comme valable un mariage sans effet légal...

» Qui sait si l'anodine proposition qui nous est soumise ne donnera pas lieu à des abus plus graves que ceux auxquels elle prétend remédier ?

» N'est-elle pas l'indice d'un retour offensif de l'Église catholique, jadis maîtresse de l'état civil et qui rêve toujours de reconquérir ce qu'elle a perdu ?

» L'État moderne doit aux églises de tout genre la liberté la plus complète ; il n'a ni à les encourager, ni à les opprimer, et l'idéal serait qu'il pût les ignorer. Mais les confessions ne se contentent pas de cette neutralité et de cette tolérance ; elles sont agissantes et souvent offensives.

» Contre elles, l'État doit alors se défendre et nous n'entendons pas, nous, faillir à ce devoir. Le mariage civil est le seul qui, à l'heure présente, ait une valeur légale ; nous considérons ce résultat comme une conquête de l'esprit moderne de liberté et nous ne voulons pas, en votant le projet de loi de M. Woeste, paraître lui porter une atteinte, si minime et si insignifiante qu'elle puisse être. »

Les dangers que signale M. Destrée sont réels, et mes amis MM. Janson, Giroul, Mechelynck et Monville les ont mis en relief par des arguments qui me paraissent irréfutables.

La section centrale elle-même s'était d'ailleurs aperçu que l'honorable M. Woeste allait ouvrir une voie dangereuse, et avant que de nous engager à le suivre elle nous avait déjà mis en garde contre les écueils qu'il s'agit d'éviter.

Voici, en effet, comment s'exprime le rapporteur de la section centrale, l'honorable M. Mabilie, qui est professeur de droit civil à l'Université de Louvain :

« Il est du plus haut intérêt qu'il n'existe pas, en dehors du mariage légal, des unions dont certains pourraient se contenter parce que, religieusement célébrées, elles apporteraient quelque apaisement à leur conscience. En

effet, de telles unions, presque toujours tenues secrètes, conserveraient pour le public le caractère d'un scandaleux concubinage et elles donneraient naissance à des ménages où les personnes unies n'auraient, aux yeux de la loi, aucun des droits et des obligations des époux légitimes et où les enfants seraient dans la déplorable situation d'enfants naturels même non reconnus. »

» Ces ménages, en marge de la loi, présenteraient tous les inconvénients des mariages morganatiques de l'ancien régime, tout en laissant encore à ceux qui s'y seraient engagés, pleine liberté de contracter avec une autre personne un mariage civil que la loi devrait bien reconnaître irréprochable ! »

Il est vrai que l'honorable Ministre de la Justice, organe du Gouvernement et qui ne partage pas ces craintes, voudrait tout simplement voir triompher l'idée mise en avant par M. Woeste :

Il nous propose en effet de supprimer l'amendement de la section centrale et de modifier le texte comme suit :

« Cette disposition ne sera pas applicable lorsque *l'une des personnes qui ont reçu* la bénédiction nuptiale était en danger de mort et que tout retard apporté à *cette cérémonie* eût pu avoir pour effet de la rendre impossible. »

Ce qui me paraît toujours établi, c'est qu'il y a des membres de la droite, fort compétents dans la matière, qui font au sujet de la proposition de M. Woeste de sérieuses réserves et que, d'autre part, cette proposition ne rencontrera aucun appui sur les bancs de l'opposition.

En pareille matière cependant, lorsqu'on veut modifier dans son application un article de notre pacte fondamental, ce qu'il faudrait, c'est un texte sympathique à tous et emportant l'adhésion unanime de tous les groupes.

C'est dans cet ordre d'idées que j'ai formulé dans la séance du 27 novembre 1908, une nouvelle proposition de loi, qui a été écoutée avec une bienveillante attention, à droite comme à gauche, et qui dans ma pensée est destinée à prendre la place de la proposition de l'honorable M. Woeste :

Lorsque l'une des personnes qui requièrent régulièrement le mariage est en danger de mort et que tout retard peut rendre l'union conjugale impossible, il faut permettre à l'officier de l'état civil de passer outre à la célébration du mariage immédiatement et sans publication préalable, et la seule condition que je propose d'imposer à l'officier de l'état civil, qui procède ainsi à la cérémonie in extremis, c'est d'en informer le procureur du roi dans les vingt-quatre heures. Cette disposition formerait le troisième alinéa de l'article 7 de la loi du 26 décembre 1891.

Telle qu'elle est rédigée elle me paraît devoir donner dans une raisonnable mesure satisfaction à ceux qui partagent la manière de voir de l'honorable M. Woeste.

Du moment que la réquisition lui est *régulièrement* faite et qu'il y a danger de mort pour l'un des contractants, l'officier de l'état civil peut passer outre à la célébration du mariage, et si le couple désire ensuite ajouter à la cérémonie le caractère religieux, le ministre du culte peut aussitôt donner la bénédiction nuptiale sans se mettre en contravention avec la loi.

Mais il faut que la réquisition soit *régulière*, c'est-à-dire qu'il n'y ait point d'obstacle légal au mariage.

Je sais bien que nous pourrions faire un pas de plus dans la voie où nous nous engageons en simplifiant les formalités. L'honorable Ministre de la Justice nous l'a fait remarquer : « L'article 76 du Code civil énumère les pièces nécessaires pour rédiger l'acte d'état civil. »

Pour pouvoir agir avec célérité, il faudrait pouvoir supprimer ces pièces ; « mais cette suppression aurait une répercussion sur une foule d'articles du Code civil et sur l'article 264 du Code pénal.

» Or, ces conséquences devront être soigneusement étudiées. »

Je suis d'accord avec l'honorable Ministre.

Veut-il prendre l'initiative d'un projet de revision de ces articles, ou la section centrale veut-elle dans ce sens amender et compléter ma proposition, je ne demanderais pas mieux. J'appuierai tout amendement qui sera formulé dans ce sens, à la condition, bien entendu, qu'il ne blesse pas les principes essentiels qui régissent le mariage civil et qui en assurent la stabilité (1).

Mais je vous ferai toujours remarquer, Messieurs, que l'article 76 du Code civil se borne à énumérer les énonciations que doit faire l'acte de mariage.

Ces énonciations, l'officier de l'état civil peut les acter rapidement ; il est à la source pour se procurer de suite les renseignements indispensables ; et, en fait de pièces qui doivent essentiellement lui être produites, il n'y a guère que les actes de naissance (Code civil, art. 70), l'acte authentique du consentement des père et mère ou de ceux dont le consentement est indispensable (Code civil, art. 73) et le certificat que le futur a satisfait aux lois sur la milice nationale (Code pénal, art. 264).

Voulez-vous, Messieurs, dispenser l'officier de l'état civil qui fait un mariage *in extremis* de se faire administrer la preuve écrite relative à la loi sur la milice ; et voulez-vous encore, pour plus de célérité, supprimer les formalités de l'enregistrement et les mentions de légalisation en ce qui concerne les actes de consentement à mariage, je n'y vois aucun inconvénient, mais je persiste dans l'opinion que je viens d'émettre :

Ma proposition par elle-même offre déjà une suffisante garantie à ceux qui attachent une valeur quelconque à la cérémonie religieuse.

Elle me paraît, d'ailleurs, fournir au ministre du culte lui-même un précieux élément de quiétude et de sécurité ; car, enfin, il ne faut pas non plus que pour aller un peu plus vite en besogne il s'expose à consacrer religieusement un de ces mariages anormaux auxquels la loi civile fait opposition, et qu'elle a parfaitement raison de prohiber dans l'intérêt des bonnes mœurs (Code civil, art. 144, 147, 148, 161, 162, 163, 228).

Mieux que le prêtre le magistrat communal chargé de ce service connaît l'état civil de ses administrés, et son intervention préalable est la meilleure

(1) L'article 192 du Code civil pourrait être mis en harmonie avec la disposition nouvelle et modifié comme suit :

Si le mariage n'a point été précédé des deux publications alors qu'elles sont légalement requises, etc...

des garanties que l'union ne pourra être ni légalement ni moralement critiquée.

C'est donc avec confiance que je vous soumets ma modeste proposition de loi.

Jusqu'ici personne ne lui est hostile et elle offre cet incontestable avantage qu'elle peut être votée tout de suite et mise en vigueur dès à présent, en attendant que parmi nous l'accord se fasse un jour pour simplifier encore davantage, s'il y a lieu, les formalités que prescrit le Code civil dans l'intérêt de l'institution.

Elle est en tout cas la sincère expression d'une pensée de tolérance : j'ai voulu respecter la libre manifestation de la conscience religieuse chez ceux qui ne pensent pas comme moi.

Et j'ai voulu en même temps servir la saine morale en facilitant au moribond à l'heure suprême, le moyen de mettre de l'ordre dans une situation scandaleuse et extra légale, que la seule bénédiction nuptiale serait impuissante à régulariser.

VICT. VAN DE WALLE.



PROPOSITION DE LOI

facilitant le mariage in extremis et complétant l'article 7 de la loi du 26 décembre 1891 (modifications à quelques dispositions relatives au mariage).

ARTICLE UNIQUE.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 7 de la loi du 26 décembre 1891 :

« Lorsque les futurs conjoints se trouvent dans les conditions légales pour requérir régulièrement le mariage, mais que l'un d'eux est en danger de mort et que tout retard peut rendre l'union conjugale impossible, l'officier de l'état civil peut passer outre immédiatement, sans publication préalable à la célébration du mariage, à la condition d'en informer le procureur du roi dans les vingt-quatre heures. »

WETSVOORSTEL

tot vergemakkelijking van het huwelijk in extremis en tot aanvulling van artikel 7 der wet van 26 December 1891, waarbij enkele bepalingen betreffende het huwelijk werden gewijzigd.

EENIG ARTIKEL.

De volgende bepaling wordt toegevoegd aan artikel 7 der wet van 26 December 1891 :

« Wanneer de aanstaande echtgenooten verkeerden onder de omstandigheden door de wet vereischt om regelmatig het huwelijk aan te vragen en één hunner in doodsgevaar verkeert, zoodat elk uitstel den echt onmogelijk kan maken, mag de ambtenaar van den burgerlijken stand, zonder voorafgaande afkondiging, onmiddellijk overgaan tot de voltrekking des huwelijks, op voorwaarde daarvan binnen vier en twintig uren kennis te geven aan den Procureur des Konings. »

Vict. VAN DE WALLE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 DECEMBER 1908.

Wetsvoorstel tot vergemakkelijking van het huwelijk in extremis et tot aanvulling van artikel 7 der wet van 26 December 1891 waarbij enkele bepalingen betreffende het huwelijk werden gewijzigd.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Naar luid van artikel 16, § 2, der Belgische Grondwet, « moet het burgerlijk huwelijk altijd aan de huwelijksinzegening voorafgaan, *behalve de uitzonderingen door de wet in te voeren, indien daartoe reden bestaat* », en artikel 267 van het Strafwetboek straft met eene boete van 50 tot 500 frank elken bedienaar van den eeredienst die overgaat tot de huwelijksinzegening voordat het burgerlijk huwelijk is voltrokken.

Achtend dat het oogenblik was gekomen om den tekst der Grondwet aan te vullen, onderwierp de achtbare heer Woeste ons een wetsvoorstel, houdende dat artikel 267 van het Strafwetboek *niet van toepassing is wanneer de persoon, die het huwelijk aanvroeg, in doodsgevaar verkeerde en elk uitstel van inzegening des huwelijks voor gevolg kon hebben het kerkelijk huwelijk onmogelijk te maken.*

Oppervlakkig beschouwd, schijnt deze bepaling onbeduidend, onschadelijk.

De Middenafdeeling, meerendeels bestaande uit leden die voor het voorstel waren, keurde dien tekst goed, doch zij dacht hem eenigszins te moeten temperen. De achtbare heer Mabilie, verslaggever, rechtvaardigde het besluit der Middenafdeeling door zeer ernstige beschouwingen : *verplichting, voor den bedienaar van den eeredienst, den ambtenaar van den burgerlijken stand en den procureur des Konings kennis te geven binnen vier en twintig uren.*

Volgaarne beken ik, dat de lezing van het verslag des heeren Mabilie bij mij verwekte een denkbeeld van breede verdraagzaamheid in den zin van afschaffing der straf in het bijzonder geval waarmede wij ons onledig houden; de trouwe vertolking van dit denkbeeld vond ik in het eerste gedeelte der redevoering van den achtbaren heer Destrée (Handelingen der Kamer, blz. 131) :

« Als wetgevers, kunnen wij ons enkel inlaten met het burgerlijk huwe-

lijk, het eenige geldige ten aanzien der samenleving, het eenige dat burgerrechtelijke gevolgen kan hebben.

» Alle andere vormen van vereeniging, ingegeven door geloofsbelijdenis of wijsgeerige denkwijze, bestaan evenmin voor den wetgever. Alle kunnen, volgens de gevallen, uitgaan van lage berekening of van verheven zedelijkheid.

» De oude Reclus, die zijne kinderen trouwt op aartsvaderlijke wijze, is zoo eerbiedwekkend als welke priester ook aan het altaar.

» Kenden alle burgers deze waarheid van ons openbaar recht, kon men geen gebruik meer maken van dwaling en lichtgeloovigheid om slachtoffers te maken, we zouden er geen bezwaar hoegenaamd in zien nog verder te gaan dan de heer Woeste en voor te stellen het bedoeld artikel van het Strafwetboek volstrekt in te trekken. »

Deze zienswijze van den achtbaren heer Destrée, die sprak namens de uiterste linkerzijde, beaam ik; ook ben ik het met hem eens, waar hij dadelijk daaraan toevoegt :

« Doch dit helder oppergezag der wet kan nog niet gehuldigd worden. Het artikel der Grondwet en zijne strafbepalingen zijn nog noodig om te vermijden dat er misbruik wordt gemaakt van de onwetendheid van sommige lieden, ten einde hun te doen gelooven dat een huwelijk zonder burgerlijke uitwerking geldig is.

» Wie weet of het onbeduidend voorstel dat ons is voorgelegd geene aanleiding zal geven tot nog ergere misbruiken dan die welke het wil verhelpen.

» Is het geen voortteeken van een nieuwen aanval der katholieke Kerk, die, in vroegere tijden, de beheerscheres was van den burgerlijken stand en er steeds aan droomt te herwinnen wat zij verloor?

» De moderne Staat hoeft aan alle kerkgezindheden de meest volstrekte vrijheid te laten; hij heeft ze aan te moedigen noch te verdrukken en het ideaal ware dat hij ze niet moest kennen. Doch de geloofsbelijdenissen vergenoegen zich niet met die onzijdigheid, die verdraagzaamheid; zij treden handelend, vaak aanvallend op.

» Tegen haar moet de Staat zich dan verdedigen en wij willen aan dien plicht niet te kort komen. Het burgerlijk huwelijk is het eenige dat thans wettig-geldig is; dien uitslag beschouwen wij als eene verovering door den modernen geest van vrijheid; ook willen wij niet, stemmend voor het voorstel van den heer Woeste, den schijn aannemen als zouden wij dien geest in het geringste willen miskennen. »

De gevaren waarop de heer Destrée wijst, bestaan inderdaad; mijne vrienden, de heeren Janson, Giroul, Mechelynck en Monville deden ze nader uitschijnen met redenen die mij onweerlegbaar voorkomen.

De middenafdeeling zelve werd overigens gewaar dat de achtbare heer Woeste een gevaarlijken weg wilde inslaan; ook had zij ons, alvorens ons aan te raden dien weg op te gaan, gewaarschuwd tegen de klippen die te vermijden zijn.

Ziehier de woorden van den verslaggever der middenafdeeling, den achtbaren heer Mabilie, professor van burgerlijk recht aan de Leuvensche hoogeschool :

« Het is van het hoogste belang dat er, buiten het wettig huwelijk, geen

vereenigingen bestaan, waarmede zekere personen vrede zouden kunnen hebben, omdat zij kerkelijk aangegaan worden en hun geweten eenigszins gerust zouden stellen. Zulke verbintenissen, inderdaad, meestal geheim gehouden, zouden voor het publiek een schandelijk boelceeren blijven en gezinnen vormen waarvan de samenwonenden, tegenover de wet, noch de rechten noch de plichten van wettige echtgenooten zouden hebben en waarvan de kinderen in den erbarmelijken toestand van onechte, zelfs niet erkende kinderen zouden verkeeren.

» Deze gezinnen buiten de wet zouden al de bezwaren opleveren van de morganatische huwelijken der vroegere eeuwen, terwijl zij nog volle vrijheid zouden laten aan hen, die aldus leven, om met een ander persoon een burgerlijk huwelijk aan te gaan dat de wet wel verplicht zou zijn voor onberispelijk te houden! »

Weliswaar zou de achtbare Minister van Justitie, tolk der Regeering en die deze vrees niet meedeelt, het door den heer Woeste vooruitgezette denkbeeld willen zien zegevieren.

Hij stelt ons immers voor, het amendement der middenafdeeling te doen wegvallen en den tekst te doen luiden als volgt :

« Deze bepaling is niet van toepassing wanneer een der personen, die de huwelijksinzegening *ontvingen*, in doodsgevaar verkeerde en elk uitstel van deze *plechtigheid* voor gevolg kon hebben *haar* onmogelijk te maken. »

Wat voor mij steeds vaststaat, is dat sommige leden der rechterzijde, ten hoogste bevoegd in deze zaak, over het voorstel van den heer Woeste ernstige voorbehouding maken en dat, anderdeels, dit voorstel geen steun hogenaamd aan de linkerzijde zal vinden.

Nochtans, wanneer men eene wijziging wil brengen in een artikel der Grondwet, zou men, in dergelijke zaken, een tekst moeten voorstellen die ingang vindt bij allen, waarmede al de groepen zich eenparig kunnen vereenigen.

Van deze gedachte uitgaande, stelde ik ter vergadering van 27 November 1908 een nieuw wetsvoorstel op, dat welwillend werd aangehoord zoowel door de rechter- als door de linkerzijde, een voorstel dat, meen ik, bestemd is om de plaats van 't voorstel van den achtbaren heer Woeste in te nemen.

Wanneer een der personen, die regelmatig het huwelijk aanvragen, in doodsgevaar verkeert en dat elk uitstel den echt onmogelijk kan maken, moet men den ambtenaar van den burgerlijken stand veroorloven zonder voorafgaande afkondiging onmiddellijk over te gaan tot de voltrekking des huwelijks; de eenige voorwaarde die ik voorstel op te leggen aan den ambtenaar van den burgerlijken stand, die aldus het huwelijk in extremis voltrekt, is dat hij daarvan binnen vier en twintig uren kennis geve aan den procureur des Konings. Deze bepaling zou het derde lid van artikel 7 der wet van 26 December 1894 uitmaken.

Zooals het is opgesteld, schijnt het mij in eene redelijke mate degenen te bevredigen, die de zienswijze van den achtbaren heer Woeste deelen.

Wordt het aanzoek *regelmatig* gedaan, en bestaat er doodsgevaar voor een dergenen die een huwelijk willen aangaan, dan mag de officier van den burgerlijken stand het huwelijk voltrekken; wil het paar het kerkelijk doen

inzegenen, dan kan de bedienaar van den eeredienst dadelijk overgaan tot de inzegening, zonder de wet te overtreden.

Doch het aanzoek moet *regelmatig* geschieden, 't is te zeggen dat er geene wettige verhindering van het huwelijk mag bestaan.

Ik weet wel dat wij wat verder konden gaan en de formaliteiten vereenvoudigen. De achtbare Minister van Justitie deed het ons opmerken : « Artikel 76 van het Burgerlijk Wetboek duidt aan welke stukken noodig zijn om de akte van den burgerlijken stand op te stellen. »

Om spoedig te werk te kunnen gaan, kon men die stukken achterwege laten; « doch dit zou terugwerken op een aantal artikelen van het Burgerlijk Wetboek, alsmede op artikel 264 van het Strafwetboek.

» Deze gevolgen moeten zorgvuldig bestudeerd worden. »

Ik ben het eens met den achtbaren Minister.

Wil hij een ontwerp tot herziening van die artikelen voorstellen, of wil de middenafdeeling mijn voorstel in dien zin wijzigen en aanvullen, ik zou niets beters vragen. Ik steun elk amendement in dien zin, wel te verstaan indien het niet aandruischt tegen de grondbeginselen die het burgerlijk huwelijk regelen en dezès duurzaamheid verzekeren (1).

Doch ik doe u opmerken, Mijne Heeren, dat artikel 76 van het Burgerlijk Wetboek eenvoudig opsomt welke opgave de huwelijksakte moet bevatten.

Deze opgave kan de ambtenaar van den burgerlijken stand spoedig aantekenen; hij is aan de bron om zich dadelijk de noodige inlichtingen aan te schaffen; overigens hoeft men hem geene andere noodige stukken over te leggen als de geboorteakten (B. W., art. 70), de authentieke akte van toestemming door vader en moeder of hen wier toestemming onontbeerlijk is (B. W., art. 75), alsmede het getuigschrift dat de aanstaande echtgenoot aan de verplichtingen van de militiewetten heeft voldaan. (S. W., art. 264).

Wilt gij, Mijne Heeren, den ambtenaar van den burgerlijken stand, wanneer hij een huwelijk *in extremis* voltrekt, ontslaan van de verplichting zich het geschreven bewijs betreffende de militiewet te doen afleveren; wilt gij, om nog spoediger te werk te gaan, ook de formaliteiten der registratie en de vermeldingen van echtverklaring voor de akten van toestemming in het huwelijk achterlaten, daartegen heb ik geen bezwaar, doch ik blijf bij mijne hierboven uitgedrukte meening.

Mijn voorstel op zichzelf levert reeds genoeg waarborgen op aan hen die eenige waarde hechten aan de godsdienstige plechtigheid.

't Schijnt mij ten andere toe, dat het den bedienaar van den eeredienst zeiven eene kostbare stof tot gerustheid en zekerheid verschaft; want, om wat sneller werk te verrichten, mag hij zich toch niet in gevaar stellen zijn zegen te geven aan een van die onregelmatige huwelijken waartegen de burgerlijke wet opkomt, die zij terecht verbiedt in 't belang der goede zeden. (B. W., art. 144, 147, 148, 161, 162, 163, 228).

(1) Artikel 192 van 't Burgerlijk Wetboek zou kunnen overeengebracht worden met de nieuwe bepaling, gewijzigd als volgt :

Indien het huwelijk niet is voorafgegaan door de twee afkondigingen, *bij de wet vereischt*, enz.

De burgerlijke ambtenaar, met dezen dienst belast, kent beter dan de priester den burgerlijken stand van hen die tot zijne gemeente behooren; zijn voorafgaand optreden is de beste waarborg dat de echt naar wet of zeden onbesprekelijk is.

Dus onderwerp ik U in volle vertrouwen mijn bescheiden voorstel:

Tot hiertoe is er niemand tegen; het levert dit onbetwistbaar voordeel op, dat het dadelijk kan gestemd worden en in werking treden, in afwachting dat wij het later eens worden om desnoods de formaliteiten, door het Burgerlijk Wetboek in 't belang der instelling voorgeschreven, nog eenvoudiger te maken.

In elk geval is het de oprechte uiting van een gevoel van verdraagzaamheid: ik wilde vrijen loop laten aan den godsdienstzin van hen die anders denken dan ik.

Terzelfder tijd wilde ik de gezonde zedenleer bevorderen, door den stervende in den laatsten stond het middel te vergemakkelijken om een ergerniswekkenden onwettigen toestand te regelen, iets waartoe de kerkelijke inzegening alleen niet bij machte zou zijn.

VICT. VANDEWALLE.



PROPOSITION DE LOI

facilitant le mariage in extremis et complétant l'article 7 de la loi du 26 décembre 1891 (modifications à quelques dispositions relatives au mariage).

ARTICLE UNIQUE.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 7 de la loi du 26 décembre 1891 :

« Lorsque les futurs conjoints se trouvent dans les conditions légales pour requérir régulièrement le mariage, mais que l'un d'eux est en danger de mort et que tout retard peut rendre l'union conjugale impossible, l'officier de l'état civil peut passer outre immédiatement, sans publication préalable à la célébration du mariage, à la condition d'en informer le procureur du roi dans les vingt-quatre heures. »

WETSVOORSTEL

tot vergemakkelijking van het huwelijk in extremis en tot aanvulling van artikel 7 der wet van 26 December 1891, waarbij enkele bepalingen betreffende het huwelijk werden gewijzigd.

EENIG ARTIKEL.

De volgende bepaling wordt toegevoegd aan artikel 7 der wet van 26 December 1891 :

« Wanneer de aanstaande echtgenooten verkeerden onder de omstandigheden door de wet vereischt om regelmatig het huwelijk aan te vragen en één hunner in doodsgevaar verkeert, zoodat elk uitstel den echt onmogelijk kan maken, mag de ambtenaar van den burgerlijken stand, zonder voorafgaande afkondiging, onmiddellijk overgaan tot de voltrekking des huwelijks, op voorwaarde daarvan binnen vier en twintig uren kennis te geven aan den Procureur des Konings. »

Vict. VAN DE WALLE.